

Congo : une filière djihadiste face aux juges

Ce jour-là de la mi-février, Beni retient son souffle. Des milliers d'habitants de cette ville du Nord-Kivu ne perdent pas un mot d'une audience publique hors du commun. La Cour militaire poursuit le procès de « présumés ADF » (Allied Democratic Front). Depuis 2014, officiellement présentés comme des rebelles ougandais de confession musulmane, ces « djihadistes » massacrent et terrorisent la population par

des enlèvements autour de Beni. Ce procès dénué, point par point, la filière de la pénétration islamiste dans l'est du Congo, avec ses combattants venus d'ailleurs, d'Ouganda entre autres, mais aussi ses complicités locales et l'ambiguïté de certains éléments de l'armée ou de politiciens de la place.

Entamé en août 2016, souvent interrompu, ce procès atteint sa vitesse de croisière et des prévenus importants comparaissent,

n'hésitant pas à conseiller au tribunal d'inviter des personnalités de premier plan, comme le maire de la ville, lui-même.

Le procès des 57 prévenus poursuivis pour avoir participé aux massacres de plus de 500 civils et pour les dizaines de milliers de déplacés, permettra-t-il de démanteler définitivement les filières ? Beni l'espère. ■

Comment les islamistes ont infiltré l'est de la RD Congo

Le procès d'une filière explique certaines des violences qui ravagent la région de Beni, dans le Nord-Kivu.

Récit exclusif de l'une des audiences du tribunal jugeant ces partisans du « djihad ».

REPORTAGE

BENI

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Ce jour-là, à la mi-février, Beni retient son souffle. Le marché est désert, la circulation s'est arrêtée. Serrés comme des grappes de raisin, des milliers d'habitants de cette ville du Nord-Kivu ravagée par les massacres et terrorisée par les enlèvements, ne perdent pas un mot d'une audience publique hors du commun : la Cour militaire poursuit le procès, déjà entamé en août 2016, de « présumés ADF » (Allied Democratic Front). Officiellement présentés comme des rebelles ougandais de confession musulmane, ces « djihadistes » font régner la terreur autour de Beni depuis 2014.

Plantée au milieu de la place principale, face à la mairie, une vaste estrade de bois accueille le tribunal militaire et, placés aux quatre coins de l'esplanade, d'énormes haut-parleurs permettent à chacun de ne pas perdre le moindre mot de l'audience.

Les prévenus, épaulés par leurs avocats en toge, sont alignés devant les juges. A tout moment, le président empoigne son marteau et impose le silence à la foule lorsqu'elle s'esclaffe ou gronde sourdement. Aucun journaliste étranger, aucun observateur des droits de l'homme ou de la Monusco - la Forces des Nations unies sur place - n'assiste à cette audience foraine et c'est bien dommage, car ce procès hors du commun dénué, point par point, la filière de la pénétration islamiste dans l'est du Congo, avec ses combattants venus d'ailleurs, d'Ouganda entre autres, mais aussi ses complicités locales et l'ambiguïté de cer-

tains éléments de l'armée ou de politiciens de la place. Entamé en août 2016, souvent interrompu, ce procès atteint enfin, en février 2017, sa vitesse de croisière et des prévenus importants comparaissent, n'hésitant pas à conseiller au tribunal d'inviter des personnalités de premier plan, comme le maire de la ville ou le général Akili Mundos, l'un des officiers les plus proches du chef de l'Etat...

Recrutement pour le « djihad »

Comparaît ainsi un homme jeune, borgne, coiffé d'un keffieh rouge, qui ne se fait pas prier pour reconnaître, non sans fierté, qu'il répond au nom d'« Okapi Shabani Hamadi », qu'il a fréquenté assidûment la mosquée Katindo à Goma où on lui a parlé du djihad, des moudjahidin, des groupes qui combattaient en brousse...

Le colonel Shabani Molisho, un ancien officier des forces armées congolaises, (issu des rangs du RCD-Goma, ce mouvement rebelle composé naguère de rebelles tutsis alliés du Rwanda...) et présenté comme « enseignant » est confronté au prévenu. Lui aussi connaît la mosquée de Katindo et l'imam Suleiman et il confirme que le contenu des prêches portait bien sur la guerre sainte, sur le recrutement de nouveaux adeptes et sur le soutien à apporter aux combattants cachés dans les forêts. Il reconnaît avoir connu Okapi, devenu lui-même recruteur et instructeur, « un enseignant du djihad » et ne nie pas avoir lui-même eu des contacts avec les ADF, leur amenant des médicaments ou des munitions...

Okapi ne contredit pas le procureur

lorsque ce dernier fait l'historique de la radicalisation des ADF : « ces gens venus d'Ouganda sont là depuis longtemps, ils sont apparus au début des années 90 et les premiers massacres n'ont commencé qu'en 2014, lorsque les conditions de vie en brousse se sont dégradées à la suite des attaques menées par les forces armées congolaises... Auparavant, les ADF avaient épousé des filles congolaises, beaucoup de gens allaient les voir en brousse, pour leur vendre du

sel ou des produits manufacturés en échange de minerais, de pierres précieuses... » Et il s'exclame : « à Beni, beaucoup de maisons ont été construites avec l'argent des ADF... » Complicités locales, radicalisation progressive, recours assez récent à la terreur, c'est tout un écheveau dans lequel se mélangent des opposants ougandais convertis à l'islam et des musulmans congolais radicalisés dans certaines mosquées...

Le sosie de Habré

Avec méthode et patience, le procureur du tribunal militaire, le général Thimothée Mukuntu Kiama remonte tous les fils. Annonçant qu'il va interroger un nouveau prévenu, appelé « Moussa Tchadien » ou Moussa Bachran, il prie le colonel Shabani de ne pas quitter la barre des témoins.

Lorsqu'un homme déjà âgé, soutenu par son avocat, s'avance péniblement vers le micro puis se redresse fièrement, regardant bien en face le tribunal puis les premiers rangs de l'assistance, je ne peux m'empêcher de sursauter : cet individu vêtu d'un large caftan aux broderies dorées, les cheveux gris coiffés d'un calot de feutre, est l'exact sosie de His-

sène Habré, le dictateur tchadien détenu au Sénégal où il a été condamné pour crimes contre l'humanité !

L'air de famille n'est pas dû au hasard et « Moussa Tchadien » s'en explique bien volontiers : il est le cousin de Hissène Habré qui, à la fin des années 80, entretenait les meilleures relations avec le président Mobutu. Rappelons qu'à l'époque, Habré comme Mobutu étaient soutenus par les Américains. Après le renversement de Hissène Habré en 1990, remplacé par son cousin Idriss Deby, une centaine de membres de sa garde personnelle, dont certains avaient été formés aux Etats-Unis, furent accueillis au Zaïre où ils assurèrent la garde rapprochée du président Mobutu.

« Lorsqu'à l'invitation du président Mobutu, Hissène Habré est venu dans ce qui était encore le Zaïre, moi je suis resté à Goma », explique Moussa. Par la suite, le Tchadien a pris femme dans la capitale du Nord-Kivu, s'est lancé dans le commerce des minerais (or et pierres précieuses) ce qui l'a amené à voyager vers les pays du Golfe et la Grande-Bretagne. Mais surtout, c'est avec fierté qu'il explique comment il demeura fidèle à sa foi musulmane : « Dans ma maison de Goma, j'hébergeais parfois 500 personnes déshéritées ou déracinées par la guerre ; je payais pour la mosquée, je finançais les études de dizaines de jeunes gens... »

« En réalité, vous financiez des candidats au djihad, des gens qui rejoignaient

les rebelles ougandais », tonne le procureur... Sans se laisser démonter, Moussa se défend calmement : « Ce que j'ai fait, conformément à ma foi, c'est envoyer des jeunes gens poursuivre des études au Maroc et en Arabie saoudite, je crois que j'en ai soutenu 52, sinon plus. Certains sont également partis pour le Soudan,

au milieu des années 90 » (c'est à ce moment qu'un certain Ben Laden vivait au Soudan y achète des terres et forme de futurs combattants, NDLR). Moussa insiste : « On ne peut pas me reprocher d'avoir voulu aider mes frères... Certains de ces jeunes gens, après leurs études, ont bien réussi dans la vie. J'en ai même retrouvé deux, qui faisaient partie du personnel civil de la Monusco... »

A ce moment, mon voisin, le journaliste Nicaise Kibel'bel Oka sursaute et me glisse : « Je vous avais toujours dit qu'il y avait des complicités au sein de la Monusco, il vient de le confirmer... »

Complicités locales

Le procureur, lui, ne s'attarde pas. Il garde Moussa pour d'autres auditions et fait comparaître un témoin de choix, le maire de la ville lui-même, M. Bwanakawa Masumbuko. Alors que la foule de ses administrés retient son souffle, le maire confirme qu'il s'est effectivement engagé, sans en référer aux forces armées ou aux services de renseignement, dans une tentative de négociation unilatérale avec les

ADF : « Un certain Zacharie, un cadre des ADF formé à Mombasa au Kenya, m'a appelé depuis la prison de Beni car, au nom de son mouvement, il voulait négocier. Je l'ai rencontré et je suis même allé en brousse, rencontrer ses camarades, mais cela n'a rien donné... »

Au sortir de cette longue journée d'auditions, quelques évidences s'imposent : les rebelles dits ougandais, présentés comme islamistes, sont présents dans le milieu congolais depuis deux sinon trois décennies. Ils ont bénéficié de complicités locales, entre autres au sein de l'ethnie des Nande réputée pour son dynamisme et son aptitude au commerce transfrontalier. Ils ont été progressivement gagnés à l'idéologie djihadiste entre autres à cause de l'influence de certaines mosquées. Retranchés sur les flancs du Ruwenzori et le long de la rivière Semliki, les « ADF » ont commencé à recourir à la violence et à terroriser les civils lorsque l'armée congolaise a entamé de grandes offensives pour les déloger des bastions où ils se livraient, entre autres, à l'exploitation de l'or.

Le procès des 57 prévenus de Beni, poursuivis pour avoir participé aux massacres de civils qui ont fait plus de 500 morts et des dizaines de milliers de déplacés ces dernières années, permettra-t-il de mettre au jour les diverses filières et de les démanteler définitivement ? Le public de Beni l'espère mais dans ce Congo aux alliances fluctuantes, aux complicités multiples, rien n'est moins sûr... ■

COLETTE BRAECKMAN



témoignages Les civils de Beni s'interrogent toujours sur l'identité de leurs assaillants

OICHA

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Les autorités avaient prévenu : « *Allez jusque Rwangoma d'un côté, jusque Mbau et Oicha de l'autre, mais pas plus loin. Sur la route d'Eringeti, tout peu arriver...* » Autrement dit, l'insécurité commence à moins de 20 kilomètres de la ville de Beni, industrielle citée du Nord-Kivu, la troisième après Goma et Butembo. Les colons belges dont les plantations s'échelonnaient jusque Kisangani, capitale de la Province Orientale, ont gardé la nostalgie des forêts tropicales riches en espèces rares et des expéditions dans le parc des Virunga dont la frontière nord longe les faubourgs de la ville.

Accueillant 500.000 habitants, dont de nombreux déplacés, Beni vit aujourd'hui repliée sur sa peur, désertée par la plupart des compagnies aériennes, à part les petits porteurs de la courageuse compagnie locale « Busy Bee » qui relie au reste du pays une ville dont les routes ne sont plus fréquentées que par les convois militaires, les blindés de la Monusco ou les cyclistes chargés de sacs de braise.

Comment croire que le quartier Rwangoma, à 5 kilomètres à peine du centre-ville, ait pu être ainsi ravagé par la terreur ? Ici, les maisons sont vastes, les rues de terre battue sont propres, balayées, le chef de quartier nous reçoit derrière un bureau bien rangé. Et pourtant, le 13 août 2013, alors qu'il rentrait de ses champs en compagnie d'autres paysans, Richard Kalule a été subitement intercepté : « *Vêtus de tenues militaires kaki comme celles de l'armée congolaise, des assaillants se sont jetés sur nous. Dans leur groupe, il y avait aussi des femmes et des enfants, tous étaient dotés de haches, de machettes, de bâtons. Ils nous ont jetés au sol, ligotés et ont commencé à nous tuer avec méthode. Moi, j'ai été blessé, laissé pour mort, deux femmes ont été violées puis abattues.* »

Le groupe semblait être venu à pied de Rutshuru, une localité située sur la lisière sud du parc des Virunga, et il est reparti le même soir, laissant quarante cadavres, dont certains avaient eu la tête fendue à coups de hache. Appelés sur les lieux, quatre policiers militaires ont tiré sur cette foule, mais ils n'ont fait que des blessés qui réussirent à s'enfuir.

Nos questions se bousculent : à quoi ressemblaient ces assaillants ? Quelle langue parlaient-ils ? Approuvé par d'autres témoins, M. Kakule assure que parmi les assaillants, outre les tenues militaires, certains portaient de « *grandes chemises* » et arboraient de « *longues barbes* » comme les musulmans. La plupart s'exprimaient en swahili, mais M. Kakule se targue d'avoir discerné des Rwandais parmi eux : « *Ils mélangeaient les R et les L, c'est typique...* » Alors que la

Monusco est cantonnée à 5 kilomètres de Rwangoma, les Casques bleus ne sont venus que le lendemain. « *Les seuls qui ont foncé, ce sont les militaires congolais* », constatent les survivants. En conclusion, ils ajoutent : « *Le nonce apostolique, Mgr Montemayor, est venu quelques jours plus tard, mais il a traversé le village sans s'arrêter, sans nous adresser la parole, ce qui ne l'a pas empêché de convoquer une conférence de presse...* »

Depuis lors, Zaituni Vangu, laissée veuve avec six enfants, dont la maison a été incendiée, n'ose plus aller aux champs. Pas plus que Marcelline Kafutu qui a perdu sa mère et sa sœur lors de cette attaque, ni M^{me} Paluku, 68 ans, frappée à coups de hache dans la hanche. Lucides, ces femmes s'interrogent : « *Ces gens, qui sont partis après avoir tué mais sans piller ni prendre l'argent dans les maisons, étaient dotés de machettes neuves, visiblement passées à la meuleuse pour pouvoir mieux trancher. Ils semblaient être en opération et nous ont dit en partant "Nous reviendrons, car cette terre nous a été donnée du temps de Mobutu".* »

A première vue, tant par la langue utilisée que par les méthodes (blessures à l'arme blanche, tueries en groupe...), ces assaillants ressemblent plutôt à des Hutus rwandais extrémistes descendus sur Beni depuis le parc des Virunga où ils campent depuis vingt ans et qui convoitent les riches terres des alentours de Beni. Par contre, de l'autre côté de la ville, dans deux localités du territoire de Beni, Oicha et Mbau, les témoignages désignent surtout les rebelles ougandais. Il apparaît qu'après des opérations menées en 2013 par l'armée congolaise contre les ADF, les représailles n'ont pas tardé : 519 personnes ont été emmenées par les assaillants et 32 d'entre elles ont été assassinées, les autres ont disparu.

A Mbau, il ne vaut mieux ne pas parler de la Monusco : « *Non seulement les Casques bleus n'interviennent jamais pour protéger les civils, mais nous constatons que lorsqu'il y a des patrouilles, ou des survols par hélicoptères, les attaques ne tardent pas...* » Persuadés de complicités au sein de la force onusienne, c'est avec des cailloux que les habitants de Mbau saluent désormais les convois de blindés onusiens sur lesquels sont juchés des Casques bleus armés jusqu'aux dents, qui ressemblent à des extraterrestres...

Si d'autres témoignages recueillis à Oicha, ceux de Léonce Katjuvo, de Jean-

nette Shahiyra, d'Angèle Muhindo, font état de bandes de tueurs s'exprimant en kinyarwanda. Jeannette Kahindo, elle, décrit une cruauté bien particulière : « *Les assaillants avaient des machettes, des pangas (bâtons), ils coupaient les têtes et les bras. Mais surtout, devant mes yeux et en présence de mes six enfants, ils ont poussé mon mari dans le moulin à huile et l'ont pressé comme une olive. Le sang coulait comme de l'huile. Ensuite ils ont brûlé la maison.* »

L'hypothèse de tueurs d'origine rwandaise ne fait cependant pas l'unanimité : pour Samuel Kamudenge et Katembo Kikombelo, pris en otages à Oicha, il ne fait aucun doute que les ravisseurs venaient de camps établis dans la forêt par les islamistes, « *Habia* », « *Lesse* » ou « *Bango* » : « *Ils avaient besoin de main-d'œuvre pour leurs champs et il est clair que certains d'entre eux étaient de connivence avec des officiers de l'armée congolaise auxquels ils étaient associés pour des trafics divers.* »

Kavina Kasya, 20 ans, une gamine de 2 ans sur les genoux, sait bien, elle, qui l'a enlevée le 2 juin 2013 : « *J'étais aux champs avec mon grand frère lorsqu'un groupe d'assaillants est arrivé et m'a emportée avec trente autres femmes. Durant deux semaines nous avons marché en forêt, puis nous sommes arrivés dans un camp qu'ils appellent eux-mêmes "Madina" (en référence à Medine, en Arabie saoudite, NDLR). C'est là, dans ce village de cabanes, que résidait Jamil Mukulu, un rebelle ougandais, ancien chrétien converti à l'islam et chef des ADF. Pour me faire souffrir et pour me calmer, on*

m'a mise dans un trou, et j'y suis restée six mois. C'est même là que ma fille est née... Ensuite, j'ai dû apprendre le coran et on m'a donné un mari musulman, qui m'a prise de force. Il parlait le kiganda, la langue des Ougandais. » Qui étaient ces gens ? Kavina, qui a eu le temps de les observer, assure qu'en plus des Ougandais et des Congolais, « *il y avait parmi eux des Somaliens, des Soudanais, des Kenyans, des Rwandais. Ils vivaient sur les berges de la rivière Semliki, d'où ils extraient de l'or, vendu ensuite aux commerçants Nande de Beni ou amené directement en Ouganda.* »

C'est à l'occasion d'une offensive de l'armée congolaise sur « *Madina* » que Kavina réussit à fuir, marchant à travers la forêt jusqu'à retrouver le « *PK 40* », soit le kilomètre 40 sur la route de Komanda, d'où des militaires congolais la ramenèrent à sa famille. Le bonheur de retrouver les siens fut toutefois de courte durée : « *Une semaine après mon arrivée, mon père fut emporté par la maladie, mais surtout mon frère aîné fut décapité alors qu'il rentrait des champs. Heureusement, il me reste ma petite fille...* » ■

COLETTE BRACKMAN

CONTEXTE**Des racines déjà anciennes**

Depuis 2014, décapitations, enlèvements, massacres à l'arme blanche ont fait plus de 500 morts dans la périphérie de la ville de Beni, au Nord-Kivu. De manière quasi routinière, les massacres sont généralement attribués aux « ADF » (Allied democratic forces), des rebelles ougandais de confession musulmane installés dans le nord du Kivu depuis plus de vingt ans.

La réalité est cependant plus complexe : ainsi que l'explique le journaliste Nicaise Kibel'bel Oka dans son livre *L'avènement du djihad en Afrique* (éditions Scribe), les ADF, dont le chef est Jamil Mukulu, un Ougandais musulman accusé d'avoir incendié une église à Kampala, sont arrivées au

Congo vers la fin des années Mobutu et se sont installées sur les flancs du mont Ruwenzori et dans le parc des Virunga, où se trouvent aussi des campements de réfugiés hutus arrivés au Kivu après 1994. Durant des années, servant de prétexte à l'ingérence du président Museveni dans les affaires du Congo, par mouvements rebelles interposés, les ADF non seulement se sont installées dans des zones riches en minerais, le long de la rivière Semliki, mais elles ont noué des liens, commerciaux et matrimoniaux, avec les populations locales. Peu à peu, les ADF ont basculé vers un islam plus radical, venu du Kenya, de Somalie, du Soudan. Dans les épaisses forêts du Nord-Kivu, elles ont créé des bases, appelées « Madina » (en référence à Medine en Arabie saoudite) ou « Canada », un mot qui sert de leurre aux jeunes gens qui

sont recrutés dans les mosquées du Nord et du Sud-Kivu.

En 2014, après avoir vaincu les rebelles tutsis du M23, l'armée congolaise décide de s'attaquer à ces bases. Pour réduire la pression militaire, les ADF tentent alors de cruelles diversion dans la périphérie de Beni, afin d'y ramener l'armée et de soulager leurs bases arrières.

C'est ainsi que se multiplient les actes de terreur autour de Beni, des tueries d'une cruauté inédite jusqu'ici et que les témoins survivants décrivent comme des « opérations » soigneusement montées. Les ADF ne seraient cependant pas seules à tuer : dans cette partie du Congo, l'armée est infiltrée par d'anciens rebelles et des réseaux commerciaux et mafieux sont prêts à tout pour défendre leurs intérêts.

C. B.